**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE MELUN**

N°1709681

Mme S. A...

Mme Billet-Ydier
Rapporteure

Mme Sophie Edert
Rapporteure publique

Audience du 15 octobre 2019
Lecture du 12 novembre 2019

C

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le tribunal administratif de Melun

(6^{ème} chambre)

Vu la procédure suivante :

Par une requête enregistrée le 8 décembre 2017, Mme A... demande au tribunal :

1°) d'annuler l'arrêté du 11 octobre 2017 par lequel le syndicat interdépartemental d'assainissement de l'agglomération parisienne (SIAAP) a mis fin à son stage d'adjointe technique territoriale de deuxième classe à compter du 1^{er} novembre 2017 et a décidé de la rayer des effectifs de la commune à compter de cette date ;

2°) d'enjoindre au SIAAP de procéder à sa titularisation et de la réintégrer dans les effectifs du SIAAP et ce, à compter du 1^{er} novembre 2017, sous astreinte de 100 euros à compter de la notification du jugement à intervenir ;

3°) de condamner le SIAAP à lui verser une indemnité en compensation de ses pertes de salaire.

Elle soutient que :

- la décision est entachée d'une insuffisance de motivation ;
- la saisine de la commission administrative paritaire est intervenue après le 28 février 2017 et ce, sans qu'elle soit avertie ;
- elle ne pouvait pas être stagiaire du 1^{er} décembre 2015 au 29 février 2016 dès lors qu'elle occupait un poste pendant cette période en qualité de contractuelle qui ne correspondait pas aux missions relevant d'un agent technique territorial ; elle n'a d'ailleurs pas été informée de la prolongation de son stage en raison de ses arrêts de travail ;

- l'appréciation portée sur sa manière de servir est entachée d'une erreur manifeste d'appréciation ;
- l'ordonnance du juge des référés du 16 février 2016 n'a pas été correctement exécutée ;
- l'arrêté du 16 mars 2016 de prorogation du stage de Mme A... vicie la légalité de la décision contestée ;
- son refus de titularisation constitue une mesure disciplinaire à raison des envois tardifs de ses arrêts de travail ;
- la décision est entachée d'un détournement de procédure et de pouvoir.

Par un mémoire en défense, enregistré le 15 mai 2018, le syndicat interdépartemental d'assainissement de l'agglomération parisienne (SIAAP) conclut au rejet de la requête.

Il soutient que :

- les conclusions tendant au versement d'une indemnité sont irrecevables en l'absence de demande préalable ;
- les moyens soulevés par Mme A... contre la décision de refus de titularisation ne sont pas fondés.

Par ordonnance du 14 juin 2018, la clôture d'instruction a été fixée au 16 juillet 2018.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- le code des relations entre le public et l'administration ;
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- le décret n° 92-1194 du 4 novembre 1992 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la fonction publique territoriale ;
- le décret n° 2006-1691 du 22 décembre 2006 portant statut particulier d'emplois des adjoints techniques territoriaux ;
- le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de Mme Billet-Ydier,
- les conclusions de Mme Edert, rapporteure publique,
- et les observations de M. B..., représentant le SIAAP.

Une note en délibéré présentée par le SIAAP a été enregistrée le 18 octobre 2019, elle n'a pas été communiquée.

Considérant ce qui suit :

1. Mme S. A... a été recrutée sans concours, par un arrêté du 10 octobre 2014, en qualité d'adjointe technique de deuxième classe stagiaire à compter du 1^{er} octobre 2014 par le président du syndicat interdépartemental d'assainissement de l'agglomération parisienne (SIAAP). Par un arrêté du 17 novembre 2015, le président de ce syndicat a décidé de ne pas procéder à sa titularisation. Mme A... a alors saisi le juge des référés du tribunal administratif de Melun qui a, d'une part, suspendu par une ordonnance du 16 février 2016 l'arrêté du 17 novembre 2015, estimant qu'il existait un doute sérieux sur la légalité de cet arrêté, l'intéressée effectuant son stage sur un poste qui ne correspondait pas à sa catégorie mais à la catégorie B et, d'autre part, enjoint au SIAAP de procéder à un nouvel examen de la situation de la requérante en lui permettant d'effectuer son stage dans des fonctions correspondant à son cadre d'emploi. Par un arrêté en date du 16 mars 2016, le président du SIAAP a, en exécution de l'ordonnance susmentionnée du 16 février 2016, prorogé le stage de Mme A... en qualité d'adjointe technique de deuxième classe à compter du 1^{er} décembre 2015 pour une durée d'un an en qualité d'adjointe technique de deuxième classe stagiaire. Par ordonnance, prise sur le fondement de l'article R. 222-1 du code de justice administrative, le président de la 5^e chambre du tribunal administratif de Melun a constaté un non-lieu à statuer sur la requête présentée par Mme A... tendant à l'annulation de l'arrêté du 17 novembre 2015 par lequel le président du service public de l'assainissement francilien avait mis fin à son stage d'adjointe technique territoriale de deuxième classe à compter du 1^{er} décembre 2015 et a décidé qu'elle serait radiée des effectifs à compter de cette date, estimant que l'arrêté du 16 mars 2016, devenu définitif, l'avait rapporté. La cour administrative d'appel de Paris a, par un arrêt n° 16PA03869 du 6 février 2018, rejeté l'appel formé par Mme A... contre cette ordonnance. Par un arrêté du 11 octobre 2017, pris après avis favorable de la commission administrative paritaire compétente, le président du SIAAP a refusé de la titulariser et a procédé à sa radiation des effectifs à compter du 1^{er} novembre 2017. Par une ordonnance du 18 décembre 2017, le tribunal administratif de Melun a rejeté la demande de suspension de l'exécution de cet arrêté.

Sur la fin de non-recevoir opposée par le SIAAP :

2. Aux termes de l'article R. 421-1 du code de justice administrative : « *La juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée* ». Il ne ressort pas des pièces du dossier que Mme A... a formé une demande d'indemnisation. Dès lors, les conclusions à fin d'indemnisation de Mme A... ne sont pas recevables, ainsi que l'oppose le président du SIAAP, et doivent être, par voie de conséquence, rejetées.

Sur les conclusions à fin d'annulation :

3. Aux termes de l'article 4 du décret du 4 novembre 1992 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la fonction publique territoriale : « *La durée normale du stage et les conditions dans lesquelles elle peut éventuellement être prorogée sont fixées par les statuts particuliers des cadres d'emplois. / Sous réserve de dispositions contraires prévues par ces statuts et de celles résultant des articles 7 et 9 du présent décret, la durée normale du stage est fixée à un an. Elle peut être prorogée d'une*

période au maximum équivalente, après avis de la commission administrative paritaire compétente, si les aptitudes professionnelles du stagiaire ne sont pas jugées suffisantes pour permettre sa titularisation à l'expiration de la durée normale du stage. Cette prorogation n'est pas prise en compte dans le calcul de l'ancienneté lors de la titularisation de l'intéressé dans son nouveau grade. ». Aux termes de l'article 5 dudit décret : « Le fonctionnaire territorial stagiaire peut être licencié pour insuffisance professionnelle lorsqu'il est en stage depuis un temps au moins égal à la moitié de la durée normale du stage. / Le licenciement est prononcé après avis de la commission administrative paritaire compétente pour le cadre d'emplois dans lequel l'intéressé a vocation à être titularisé (...) ». Aux termes de l'article 7 du décret du 4 novembre 1992 : « (...) Le total des congés rémunérés accordés en sus du congé annuel ne peut être pris en compte comme temps de stage que pour un dixième de la durée globale de celui-ci ». Par ailleurs, en vertu de l'article 10 du décret susvisé du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux : « A l'issue du stage, les stagiaires dont les services ont donné satisfaction sont titularisés par décision de l'autorité territoriale investie du pouvoir de nomination au vu notamment d'une attestation de suivi de la formation d'intégration établie par le centre national de la fonction publique territoriale. / Les autres stagiaires peuvent, sur décision de l'autorité territoriale, être autorisés à effectuer un stage complémentaire d'une durée maximale d'un an. Si le stage complémentaire a été jugé satisfaisant, les intéressés sont titularisés. / Les adjoints techniques territoriaux de 2^e classe stagiaires et les adjoints techniques territoriaux de 1^{ère} classe stagiaires qui n'ont pas été autorisés à effectuer un stage complémentaire, ou dont le stage complémentaire n'a pas été jugé satisfaisant, sont soit licenciés s'ils n'avaient pas auparavant la qualité de fonctionnaire, soit réintégrés dans leur grade d'origine ». Aux termes de l'article 3 du décret du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux : « Les adjoints techniques territoriaux sont chargés de tâches techniques d'exécution. / Ils exercent leurs fonctions dans les domaines du bâtiment, des travaux publics, de la voirie et des réseaux divers, des espaces naturels et des espaces verts, de la mécanique et de l'électromécanique, de la restauration, de l'environnement et de l'hygiène, de la logistique et de la sécurité, de la communication et du spectacle, de l'artisanat d'art. / Ils peuvent également exercer un emploi : 1° D'égoutier, chargé de maintenir les égouts, visitables ou non, dans un état permettant l'écoulement des eaux usées ; / 2° D'éboueur ou d'agent du service de nettoyage chargé de la gestion et du traitement des ordures ménagères ; / 3° De fossoyeur ou de porteur chargé de procéder aux travaux nécessités par les opérations mortuaires ; / 4° D'agent de désinfection chargé de participer aux mesures de prophylaxie des maladies contagieuses, notamment par la désinfection des locaux et la recherche des causes de la contamination. / Ils peuvent également assurer la conduite de véhicules, dès lors qu'ils sont titulaires du permis de conduire approprié en état de validité. Ils ne peuvent toutefois se voir confier de telles missions qu'après avoir subi avec succès les épreuves d'un examen psychotechnique, ainsi que des examens médicaux appropriés. Un arrêté du ministre chargé des collectivités territoriales fixe les conditions dans lesquelles ont lieu ces examens. / Ils peuvent également exercer des fonctions de gardiennage, de surveillance ou d'entretien dans les immeubles à usage d'habitation relevant des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ainsi que des abords et dépendances de ces immeubles. Leurs missions comportent aussi l'exécution de tâches administratives, pour le compte du bailleur, auprès des occupants des immeubles et des entreprises extérieures. A ce titre, ils peuvent être nommés régisseurs de recettes ou régisseurs d'avance et de recettes. Ils concourent au maintien de la qualité du service public dans les ensembles d'habitat urbain par des activités d'accueil, d'information et de médiation au bénéfice des occupants et des usagers. / Ils peuvent également exercer leurs

fonctions dans les laboratoires d'analyses médicales, chimiques ou bactériologiques. / Lorsqu'ils sont titulaires d'un grade d'avancement, les adjoints techniques territoriaux peuvent assurer la conduite de poids lourds et de véhicules de transport en commun. ».

4. Il résulte de la combinaison de ces dispositions, d'une part, que, sous réserve d'un licenciement intervenant en cours de stage et motivé par ses insuffisances ou manquements professionnels, tout fonctionnaire stagiaire a le droit d'accomplir son stage dans des conditions lui permettant d'acquérir une expérience professionnelle et de faire la preuve de ses capacités pour les fonctions auxquelles il est destiné et, d'autre part, que, lorsque des congés de maladie ont été régulièrement accordés à un stagiaire en cours de stage, la date de fin de stage doit être déterminée en prenant en compte la durée de ces congés excédant le dixième de la durée du stage pour prolonger, à due concurrence, la durée d'un an initialement prévue pour le stage.

5. Mme A... soutient que ses conditions d'emploi pendant l'année de prorogation de son stage sont irrégulières, dès lors qu'à la date à laquelle elle a vu son stage prorogé, soit le 1^{er} décembre 2015, elle exerçait des fonctions d'adjoint administratif de 2^{ème} classe et non celles d'adjoint technique. Il ressort des pièces du dossier que Mme A... a été nommée en qualité d'adjoint technique stagiaire le 1^{er} octobre 2014 et que son stage a été prorogé pour une durée d'un an, le 16 mars 2016, à compter du 1^{er} décembre 2015. Il est constant que Mme A..., postérieurement à l'arrêté suspendu du 17 novembre 2015 mettant fin à son stage à compter du 1^{er} décembre 2015, a été recrutée, en qualité d'adjoint administratif de 2^{ème} classe, sur le fondement de l'article 3-1 de la loi du 26 janvier 1984 pour répondre à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité, par un arrêté du 1^{er} décembre 2015 du président du SIAAP, pour une période allant du 1^{er} décembre 2015 au 29 février 2016 inclus, pour exercer des fonctions d'assistante des ressources humaines en qualité d'adjoint administratif de 2^{ème} classe. Ces fonctions, qui ne ressortent pas des fonctions qu'un agent technique territorial peut exercer aux termes des dispositions précitées de l'article 3 du décret du 22 décembre 2006 portant statut particulier de ce cadre d'emplois, ne permettent pas d'apprécier la manière de servir de l'intéressée pendant la période de stage du corps des agents techniques territoriaux. La période pendant laquelle Mme A... a exercé ces fonctions d'agent administratif de catégorie C ne peut dès lors être prise en compte pour apprécier sa manière de servir pour le décompte de la prorogation de stage d'une durée d'une année. S'il appartenait au SIAAP, comme il l'a fait, de réexaminer la situation de Mme A... ainsi que cela lui a été enjoint par l'ordonnance du juge des référés du tribunal, et de régulariser sa situation administrative a posteriori en la réintégrant au 1^{er} décembre 2015, date de son éviction irrégulière, la période d'une année pour apprécier sa manière de servir en qualité d'agent technique territorial ne pouvait pas débiter avant le 16 mars 2016 et s'achever, au plus tôt, le 15 mars 2017. Si Mme A... a été placée en congés de maladie à de très nombreuses reprises durant la période comprise entre le 16 mars 2016 et le 15 mars 2017 ne lui permettant pas d'avoir effectué la durée de service nécessaire à l'appréciation de sa manière de servir, à la date d'effet de la décision litigieuse la licenciante, le 1^{er} novembre 2017, le nombre de jours de congés de maladie de la requérante était de 288 jours au total (192 jours auxquels s'ajoutent 96 jours de congés de maladie du 16 mars au 30 octobre 2017). En application des dispositions précitées, les congés de maladie, congés rémunérés accordés en sus du congé annuel, ne pouvaient être pris en compte comme temps de stage que pour un dixième de la durée globale du stage, soit 36 jours. Ainsi, à la date d'effet de la décision contestée, le 1^{er} novembre 2017, Mme A..., dont le stage aurait dû être prolongé de 41 jours compte tenu de ses absences, n'avait pas effectué la totalité de sa prorogation de stage d'une année. Dans ces conditions, et alors que le terme du stage de la

requérante n'était pas intervenu à la date du 1^{er} novembre 2017, l'arrêté du 11 octobre 2017 par lequel le président du SIAAP a licencié Mme A..., au motif que « l'année de stage n'a pas été concluante » doit être annulé.

Sur les conclusions aux fins d'injonction et d'astreinte :

6. Aux termes de l'article L. 911-1 du code de justice administrative : « *Lorsque sa décision implique nécessairement qu'une personne morale de droit public ou un organisme de droit privé chargé de la gestion d'un service public prenne une mesure d'exécution dans un sens déterminé, la juridiction, saisie de conclusions en ce sens, prescrit, par la même décision, cette mesure assortie, le cas échéant, d'un délai d'exécution.* ».

7. Le présent jugement implique nécessairement la réintégration juridique rétroactive de Mme A... en qualité de stagiaire à compter du 1^{er} novembre 2017, date de son éviction illégale. Il y a lieu d'enjoindre au président du SIAAP de prendre ces mesures dans le délai de trois mois à compter de la notification du présent jugement. Il n'y a pas lieu d'assortir cette injonction de l'astreinte demandée par Mme A....

8. Mme A... demande également au tribunal d'enjoindre au SIAAP de la titulariser. Cette demande ne peut toutefois qu'être rejetée dès lors qu'il appartient au SIAAP d'apprécier la manière de servir de la requérante et de procéder ou pas à sa titularisation en prenant en compte ses mérites pendant la période de prorogation de stage dans les conditions énoncées au point 5 et de décider, soit de sa titularisation, soit de son licenciement en fin de stage, après l'avoir réintégrée effectivement pour la durée de stage qui restait à courir à la date de cette éviction, soit une durée de 41 jours, de manière à ce qu'il soit statué sur sa titularisation dans des conditions régulières, soit de son licenciement en cours de stage, en respectant les garanties statutaires et procédurales applicables.

DECIDE:

Article 1^{er}: L'arrêté du 11 octobre 2017 du président du syndicat interdépartemental d'assainissement de l'agglomération parisienne (SIAAP) est annulé.

Article 2 : Il est enjoint au président du SIAAP de réintégrer rétroactivement Mme A... dans les conditions fixées au point 7 dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent jugement.

Article 3 : Le surplus des conclusions de la requête est rejeté.